

AU FAIT, AU FAIT!!

INTERPRÉTATION DE L'IDÉE DÉMOCRATIQUE

par BELLEGARRIGUE

1848 - 1849

A people is always governed to much.
BLAIR.

Avant-propos:

On me dit que c'est pour mon bien qu'on me gouverne; or, comme je donne mon argent pour être gouverné, il s'ensuit que c'est pour mon bien que je donne mon argent, ce qui est possible; mais ce qui mérite néanmoins d'être vérifié.

Outre, d'ailleurs, que nul ne peut être plus familier que moi avec les moyens de me rendre heureux, je trouve encore qu'il est étrange, incompréhensible, anti-naturel, extra-humain, de se dévouer au bonheur de gens qu'on ne connaît pas; et je déclare que je n'ai pas l'honneur d'être connu des hommes qui me gouvernent.

Il est juste dès-lors de dire, qu'à mon point de vue, ils sont vraiment trop bons, et, enfin, quelque peu indiscrets de se préoccuper autant de ma félicité, alors, surtout, qu'il n'est point prouvé que je sois incapable d'en poursuivre moi-même la réalisation.

J'ajoute que le dévouement implique le désintéressement, et que les soins officieux n'ont le droit d'être incommodes qu'à la condition de ne rien coûter. Je suis trop bien appris pour discuter ici une question d'argent, et me préserve Dieu de mettre en doute le dévouement, et, par contre, le désintéressement de nos hommes d'État. Cependant je demande la permission d'attendre, pour leur exprimer ma gratitude, que les délicates attentions dont ils daignent m'entourer coûtent moins cher.

Toulouse, 1848.

Chapitre n°1:

Si j'avais eu un ami, un seul ami - et, pour l'avoir, il ne m'a manqué qu'un bon cuisinier ou une femme aimable, - je n'aurais pas écrit ce qui va suivre; j'en aurais fait l'objet d'une confidence intime. Puis, une fois allégé du poids de mes préoccupations, je me serais consolé des rigueurs représentatives dans les bras fraternels du porteur de contraintes.

Or, je n'ai ni cuisinier, ni femme aimable; parlant, pas d'ami, et, par suite, pas de confident; de sorte que, faute d'avoir à qui parler, je m'adresse à tout le monde. Cette manière de me taire sera, j'en ai la confiance, appréciée par la République.

Et, à propos de République, j'en demande humblement pardon à très-hauts et très-puissants prosateurs de la rue Lepelletier, je prends sur moi de déclarer que ce mot - j'ai dit: *mot* - commence à fatiguer plus que médiocrement la France, de l'Océan aux Alpes et des Pyrénées à la Manche.

Le mot *République* pose assez bien sur ses quatre syllabes cadencées, mais un mot n'est, après tout, qu'un mot, comme un son n'est qu'un son; tandis qu'une chose est un fait; et, le peuple, c'est du moins ma croyance, vit beaucoup plus de faits que de mots.

Si donc, nous laissons là l'idée pour passer au fait, j'imagine que l'évolution serait assez du goût de tout le monde; quand je dis tout le monde j'entends très-sérieusement exclure de ma formule, cette classe polie de citoyens ordonnancés par *le Moniteur*, cette congrégation laborieuse qui daigne passer son temps à tirer le budget par la queue et sans laquelle on ne saurait vraiment que faire ni des libertés publiques, ni des écus du trésor.

Je voudrais savoir, — plaise à Dieu que je ne sois pas jugé coupable de trop d'indiscrétion! - je voudrais savoir ce que l'on entend résolument par *République*.

Chapitre n°2:

Il y a quelques mois, quand il s'agissait d'élire des mandataires pour procéder à la liquidation des gouvernements morts, ceux qui avaient vu des peuples sans tutelle, des peuples majeurs; ceux qui, trop fiers pour être ambitieux, faisaient consister leur égoïsme démocratique à n'appartenir à personne; ceux enfin dont le visage n'avait jamais été vu dans les anti-chambres d'aucun régime; les vrais démocrates, les gentilshommes de l'humanité ont pu parler de la République, et son nom ne s'est pas souillé en passant sur leurs lèvres.

Ceux-là disaient, ou pouvaient dire, en parlant des membres du gouvernement provisoire: *«Ne comptons pas sur des théoriciens verbeux pour asseoir la démocratie en France, pour introduire la liberté dans la pratique des faits sociaux»*.

Il y a de grandes intelligences au conseil improvisé; mais ces grandes intelligences ont conservés intacts et l'appareil gouvernemental des monarchies, et l'organisme administratif des constitutions condamnées; mais ces grandes intelligences n'ont point abrogé la législation organique, qui avait pour base les constitutions condamnées; mais ces grandes intelligences se sont attribué tous les pouvoirs dont l'usurpation avait été le crime des royautés condamnées.

Ils disaient encore ou pouvaient dire: *«M. de Lamartine a écrit une Robespierrière où se trouve consacré le principe autocratique de la personnification de la démocratie, et cette doctrine ne peut cesser d'être un rêve de poète que pour devenir un attentat à la façon russe ou chinoise: - Jugé! M. Ledru-Rollin fait de l'exclusivisme comme en faisait M. Guizot: - Jugé! M. Louis Blanc aristocratise l'atelier: - Jugé!»*.

Tous ces hommes qui disent que la France a reconquis ses libertés tiennent effectivement dans la main et ne veulent pas lâcher les libertés de la France.

Tous ces hommes qui disent que le peuple doit se gouverner, gouvernement réellement le peuple.

Il y a là des rêveurs ou des ambitieux, mais pas un démocrate.

Et ceux qui argumentaient ainsi, exprimaient une opinion bien respectable, car c'était l'opinion de la France, de cette France qui ne veut que deux choses toutes simples et fort légitimes : être libre et payer peu.

À cette époque dont je viens de parler, époque que j'appellerai républicaine puisque l'autorité était publique, puisque tous les citoyens au lieu de se rattacher à un gouvernement qui n'existait que de nom, se rattachaient au pays, seul fait immuable, et éprouvaient le besoin de se serrer fraternellement la main; à cette époque, dis-je, qui a précédé la réunion de l'Assemblée Nationale, on pouvait parler de la République: il n'y avait plus de partis alors, il n'y avait que le parti du bon sens, le parti de la moralité publique établie, en fait, sur la loi démocratique de la confiance en chacun, et sanctionnée par la sécurité de tous.

Alors, quand on parlait de la République, tout le monde savait ce que cela voulait dire.

Aujourd'hui, dès que j'ai prononcé ce mot, on se demande autour de moi de quelle couleur est la répu-

blique dont je veux parler ; et le maire de ma commune, qui n'est quelqu'un qu'à la condition d'être quelque chose, demande au préfet l'autorisation de me faire arrêter.

Chapitre n°3:

On parle de république rouge, on parle de république tricolore, on parle de république modérée, on parle de république violente; on parle aussi de république orléaniste, impérialiste, légitimiste même.

S'explique-t-on bien tout ce que cela veut dire? A mon avis, c'est fort simple:

Cela signifie que des citoyens qu'on appelle rouges s'opposent à ce que la France soit exploitée par les tricolores; que les tricolores s'opposent à ce qu'elle soit exploitée par les rouges; que les orléanistes, les impérialistes, les légitimistes s'opposent à ce qu'elle soit exploitée par les rouges et les tricolores. Mais cela signifie aussi, disons-le pour être justes, quelles uns et les autres accepteraient volontiers la patriotique tâche de l'exploiter soit pour leur compte particulier et nominalement, soit in extremis, sous une raison sociale.

Mais, à moins de donner aux loups le nom de bergeries, je ne vois point que l'on doive appeler tous ces messieurs des républiques.

La République n'accepte pas le ridicule grossier des dénominations officielles que je viens d'énumérer. Il n'y a qu'une république dont je suis, dont nous sommes citoyens, nous, honnêtes gens, qui ne briguons pas, mais qui payons l'irrévérencieuse domesticité nationale. La République c'est nous, c'est la France réelle, la matière exploitable et exploitée, la curée de toutes ces républiques forcenées, de tous ces partis qui ont le bien d'autrui pour rêve et la paresse pour idole.

La République est aux partis ce que l'arbre est aux parasites, les partis sont la vermine des nations, et il importe de ne pas oublier que c'est aux prétentions diverses de ces religionnaires politiques que nous devons de marcher par saccades de révolutions en insurrections, et d'insurrections en état de siège, pour aboutir périodiquement à l'inhumation des morts , et au paiement des factures révolutionnaires qui sont les primes accordées par l'imbécillité de tous à l'audace de quelques-uns.

Nos aïeux ont vu la France des grands vassaux et celle des rois absolus; nos pères ont vu celle de Marat, celle de Danton, celle de Robespierre, celle de Barras, celle de Bonaparte et celle de Napoléon. Nous avons vu, nous, la France de Louis XVIII, la France de Charles X, la France de Louis-Philippe, la France du gouvernement provisoire, la France de l'Assemblée Nationale; mais la France de personne, c'est-à-dire la France de tout le monde, la France de la France, personne ne l'a vue encore, personne, donc, n'a vu la République; car la République n'est autre chose que l'affranchissement de la France de la tutelle des gouvernements.
